

Immeuble Jacques Lemerrier
5 avenue de la Palette
95300 PONTOISE

Pontoise, le 5 septembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées
Visite d'inspection du 30 août 2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

M.A.J. ELIS
14 rue Marcel Paul
95870 BEZONS

Références : ud95-2023-0632
Code AIOT : 0006505483

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30 août 2023 dans l'établissement M.A.J. ELIS implanté 14 rue Marcel Paul à BEZONS (95870). Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société ELIS située à BEZONS est localisée dans une zone en situation de vigilance pour la sécheresse.

Un arrêté préfectoral complémentaire datant du 08 janvier 2013 a été pris pour encadrer les dispositions complémentaires à appliquer en période de sécheresse. De plus, l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 a complété les dispositions pouvant s'appliquer aux ICPE en période de sécheresse.

La présente inspection inopinée vise à vérifier l'application des dispositions ministérielles et préfectorales sur les prélèvements en eau du site et sur les mesures mises en place en période de sécheresse.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- M.A.J. ELIS
- 14 rue Marcel Paul - 95870 BEZONS
- Code AIOT : 0006505483
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société M.A.J ELIS est une société exerçant dans le secteur de la blanchisserie industrielle. Son site de BEZONS est dédié au secteur de la santé (linge plat et vêtements de travail principalement). Une activité de regroupement de DASRI (en faible volume) est également présente sur le site.

Le site fonctionne du lundi matin au samedi midi. Lors des pics d'activité, 190 personnes peuvent être présentes sur site, dont environ 60 intérimaires.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Consommation d'eau et actions en période de sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
à l'issue du contrôle :
- le constat établi par l'inspection des installations classées ;
- les observations éventuelles ;
- le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à M. le Préfet ; il peut, par exemple, s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à M. le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- «susceptible de suites administratives» : lorsqu'il n'est pas possible, en fin d'inspection, de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai court, les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à M. le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- «sans suite administrative».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Consommation d'eau du site	Arrêté préfectoral du 31 juillet 2003, article 3.1.1	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours
5	Sécheresse (APC)	Arrêté préfectoral complémentaire du 09 janvier 2013, article 2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Sécheresse (AM) – sites exclus	Arrêté ministériel du 30 juin 2023, article 3	/	Sans objet
3	Sécheresse (AM) – réduction des consommations d'eau	Arrêté ministériel du 30 juin 2023, article 2	/	Sans objet
4	Sécheresse (AM) – éléments à mettre à disposition de l'inspection	Arrêté ministériel du 30 juin 2023, article 4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a relevé deux non-conformités. Néanmoins, l'inspection note les efforts réalisés par l'exploitant afin de limiter les prélèvements en eau du site par rapport aux dernières années, en passant de plus de 100 000 m³/an pour l'année 2012 à environ 66 000 m³/an pour l'année 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consommation d'eau du site

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 31 juillet 2003, article 3.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les ouvrages de prélèvement sont équipés de dispositifs de mesure totalisateurs et d'un dispositif de disconnexion afin d'éviter tout phénomène de retour sur les réseaux d'alimentation. L'exploitant établit un bilan annuel des utilisations d'eau à partir des relevés réguliers de ses consommations. Ce bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisables. Les niveaux de prélèvement prennent en considération l'intérêt des différents utilisateurs de l'eau. En particulier, ils sont compatibles avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux lorsqu'il existe. Le relevé des volumes est effectué journalièrement.</p> <p>Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection les consommations d'eau du site sur les dernières années. Pour rappel, l'exploitant prélève de l'eau dans le réseau d'eau public afin d'alimenter les machines à laver le linge (tunnels de lavage et machines individuelles). Le site n'est pas équipé de forage.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a fait des investissements et s'attache à réduire sa consommation d'eau. L'exploitant a notamment installé de nouveaux adoucisseurs avec régénération à contre-courant, plus économes en eau, et travaillé sur son process de lavage afin de limiter la consommation d'eau.</p> <p>Les prélèvements en eau du site sont de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 86 744 m³ pour l'année 2018 ; - 80 869 m³ pour l'année 2019 ; - 82 197 m³ pour l'année 2020 ; - 63 582 m³ pour l'année 2021 ; - 65 992 m³ pour l'année 2022. <p>A la date de l'inspection, l'exploitant a prélevé 40 260 m³ pour l'année 2023.</p> <p>Lors de la visite du site, l'exploitant a présenté les 3 arrivées d'eau du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'arrivée d'eau sanitaire utilisée pour les sanitaires et la partie administrative ; - l'arrivée d'eau de process utilisée pour laver le linge ; - l'arrivée d'eau incendie utilisée pour alimenter les cuves de sprinklage. <p>L'inspection a constaté que ces 3 arrivées d'eau sont équipées d'un compteur/totalisateur. L'exploitant relève ce compteur hebdomadairement.</p> <p>L'inspection n'a pas vérifié, lors de la visite, la présence de disconnecteurs sur ces arrivées d'eau.</p> <p>L'inspection a fait remarquer à l'exploitant que les compteurs des eaux entrantes doivent être relevés quotidiennement, conformément à l'article 3.1.1 de l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2003 susmentionné.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il n'était pas au fait de cette obligation et il a indiqué qu'il réalise déjà le suivi des volumes d'eaux rejetées de façon journalière. L'inspection a indiqué à l'exploitant que, même si la majorité de l'eau entrante va ressortir à l'état liquide, une partie sera évaporée au cours du process et ne rentrera donc pas dans les volumes rejetés.</p> <p>Non-conformité n° 1 : L'exploitant ne réalise pas un relevé journalier des prélèvements en eau du site, conformément à l'article 3.1.1 de l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2003.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Sécheresse (AM) – sites exclus

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 30 juin 2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse – sites exclus
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 :</p> <p>1° Les installations nécessaires aux activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ; - captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ; - alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ; - transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ; - production, distribution et cogénération d'électricité ; - production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ; - production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ; - collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ; - nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ; <p>2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ;</p> <p>3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;</p> <p>4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.</p> <p>Constats : L'exploitant a indiqué que son activité correspond au cas d'exclusion prévu par le dernier alinéa du point 1° de l'article 3 ci-dessus. En effet, le site réalise une activité de nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé.</p> <p>Les prélèvements d'eau du site ont été détaillés dans la fiche n° 1. L'exploitant rentre dans le cas 2° de l'article 3 ci-dessus. En effet, les prélèvements en eau du site étaient de 86 744 m³ en 2018 et étaient de 65 992 m³ en 2022, soit une réduction supérieure à 23 %.</p> <p>De ce fait, l'exploitant n'est pas soumis à l'article 2 de l'arrêté ministériel susvisé.</p> <p>La prescription contrôlée est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Sécheresse (AM) – réduction des consommations d’eau

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 30 juin 2023, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse – réduction des consommations d’eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>I. - Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ;- alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ;- alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ;- crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %. <p>II. - Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente. Cette moyenne peut être calculée en ne retenant que les jours d'activités réalisés hors période de restriction liée à la sécheresse.</p> <p>Pour le calcul du volume de référence, l'exploitant peut ne pas tenir compte du volume des usages de l'eau nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection de personnes et des biens et l'alimentation en eau potable de la population. Ce volume des usages de l'eau nécessaires notamment à la sécurité est néanmoins intégré dans le volume des 10 000 mètres cubes mentionné au I de l'article 1er.</p> <p>III. - Les réductions mentionnées au I sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau, telle que définie à l'article 1er.</p> <p>IV. - Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.</p> <p>Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant :</p> <p>https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire.</p> <p>La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.</p>
Constats : L'exploitant n'est pas soumis aux dispositions de l'article 2 susvisé (Cf. point de contrôle n° 2).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Sécheresse (AM) – éléments à mettre à disposition de l’inspection

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 30 juin 2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse – éléments à mettre à disposition de l’inspection
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées :</p> <p>1° La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d'eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées ;</p> <p>2° Le volume de référence mentionné au II de l'article 2 et les éléments permettant de le calculer et de le justifier ;</p> <p>3° Le cas échéant, le volume d'eau moyen journalier, détaillé par type d'usages, nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection des biens et des personnes et l'alimentation en eau potable de la population ;</p> <p>4° Le cas échéant, la procédure de sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau mentionnée à l'article 2 ;</p> <p>5° Le cas échéant, les justificatifs attestant des réductions du prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018, ou d'utilisation d'au moins 20 % d'eaux réutilisées mentionnées à l'article 3 ;</p> <p>6° La liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 1er janvier 2018.</p> <p>II. - L'exploitant établit les éléments mentionnés aux 2°, 3°, 4° et 5° au plus tard trois jours après le déclenchement d'un niveau de gravité ou, s'il est déjà en période de sécheresse, trois jours après l'entrée en vigueur du présent arrêté.</p> <p>Ces éléments ne sont à établir que si l'exploitant est soumis aux dispositions de l'article 2.</p> <p>III. - L'exploitant établit les éléments mentionnés aux 1° et 6° au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté.</p> <p>Ces éléments sont à établir par tous les exploitants mentionnés au I de l'article 1er. Les exploitants qui ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 tiennent également à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs en attestant pour les installations concernées.</p> <p>Constats : L’inspection a demandé à l’exploitant de lui présenter les documents listés ci-dessus, à l’exception des documents 1° et 6° non obligatoires à la date de l’inspection, conformément au point III de l’article susmentionné.</p> <p>Le jour de l’inspection, l’exploitant n’avait pas encore calculé le volume de référence (document 2°). L’exploitant a effectué le calcul de ce volume au cours de l’inspection. Le volume de référence calculé correspond à la moyenne des prélèvements journaliers sur le troisième trimestre 2022 et est égal à 223,52 m³/j.</p> <p>L’exploitant a présenté le détail des volumes d’eau prélevés. Les compteurs d’eau sont relevés chaque semaine.</p> <p>L’exploitant a présenté la procédure de sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d’économie d’eau. L’inspection a constaté que cette procédure était affichée sur site. En parallèle, l’exploitant a indiqué qu’une information par mail de l’ensemble des employés a été réalisée. L’exploitant a montré sur son ordinateur le mail en question.</p> <p>L’exploitant a présenté les éléments permettant de justifier d’une diminution de plus de 20 % des prélèvements en eau depuis 2018 (Cf. point de contrôle n° 2).</p>

L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit être capable de présenter, sur demande de l'inspection, les documents listés aux points 1° et 6° à partir du mois d'octobre 2023.

La prescription contrôlée est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Sécheresse (APC)

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 09 janvier 2013, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse (APC) - dépassement du seuil de vigilance
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lors du dépassement du seuil de vigilance constaté par arrêté préfectoral, les mesures spécifiques suivantes doivent être mises en œuvre, en plus des mesures générales :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le personnel est informé du dépassement du seuil de vigilance, sensibilisé sur les économies d'eau, ainsi que sur les risques liés à la manipulation de produits susceptibles d'entraîner une pollution des eaux ; - des consignes spécifiques rappelant au personnel les règles élémentaires à respecter afin d'éviter les gaspillages d'eau ainsi que les risques de pollution accidentelle sont affichées dans les locaux d'exploitation, en particulier à proximité des points de prélèvement d'eau ou dans les locaux où sont mis en œuvre des produits susceptibles d'entraîner une pollution de l'eau ; - l'exploitant définit un programme renforcé d'autosurveillance de ses effluents polluants.
<p>Constats : La personne rencontrée sur site a indiqué être employée depuis 2018 et ne pas connaître l'arrêté préfectoral complémentaire (APC) sécheresse du 09 janvier 2013 s'appliquant au site. Cette personne ne l'a d'ailleurs pas trouvé sur le réseau numérique interne de l'exploitant. L'inspection transmettra à l'exploitant la copie numérique de l'arrêté préfectoral en question lors de la transmission du présent rapport.</p> <p>Concernant l'article 2 de cet APC, l'exploitant a informé par mail l'ensemble de ses employés du passage du seuil de vigilance sécheresse sur le bassin versant de l'Oise.</p> <p>De plus, l'inspection a constaté qu'un affichage des consignes spécifiques est présent sur site, aux endroits appropriés.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant n'a pas présenté le programme renforcé d'autosurveillance de ses effluents polluants qui doit être défini dès le passage du seuil de vigilance.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il fait réaliser des analyses des rejets aqueux toutes les semaines pour les paramètres suivants : DCO, DBO5, MES et Phosphore. L'inspection note que l'exploitant respecte les périodicités de mesure imposées par l'article 3.1.6.3 de son arrêté préfectoral du 31 juillet 2003, à savoir : fréquence hebdomadaire pour la DCO, les MES et le Phosphore, et fréquence mensuelle pour la DBO5.</p> <p>Malgré le fait que l'exploitant augmente la fréquence des mesures en DBO5 par rapport aux exigences réglementaires qui s'appliquent à son exploitation, l'inspection considère que l'exploitant doit définir un programme renforcé d'autosurveillance de ses effluents aqueux dans le cas où la situation de sécheresse du bassin versant se dégraderait. Celui-ci pourrait être mis en application en cas de passage du seuil d'alerte sécheresse.</p> <p>Non-conformité n° 2 : Contrairement à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 09 janvier 2013, l'exploitant n'a pas défini de programme renforcé d'autosurveillance de ses effluents polluants.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois